

Avec Notre-Dame-des-Landes, Macron prend le risque de signer son premier et grave échec



Le rapport des médiateurs revient à préconiser l'abandon du projet de Notre-Dame-des-Landes et l'agrandissement de l'aéroport de Nantes. Pour Emmanuel Macron, c'est le casse-tête chinois.

Avec Jean-Marc Sylvestre

Après avoir mardi, lors du sommet sur le climat qu'il a organisé à Paris, réconcilié l'écologie avec la logique d'entreprise, le voilà que mercredi, avec l'affaire de Notre-Dame-des-Landes, il se prépare à désespérer les entrepreneurs du grand ouest qui attendaient cet aéroport depuis plus de 40 ans.

Mardi, je ris. Mercredi, je pleure.

Le rapport des médiateurs sur Notre-Dame-des-Landes ne fait que ramasser et confronter toutes les études et toutes les expertises qui ont pu être faites depuis plus de 30 ans sur ce projet d'aéroport. A partir de cette synthèse analytique, les médiateurs ne préconisent pas de décision, il laisse au gouvernement et au président la responsabilité de la prendre.

Sauf qu'on a compris qu'en remettant dans la balance le projet d'agrandissement de l'aéroport de Nantes, il en naît une solution alternative.

Ce rapport peut permettre au président de dire qu'il existe un plan B pour tous ceux qui réclament un outil de développement international pour l'ouest Atlantique et la Bretagne. Le rapport glisse au passage que Notre-Dame-des-Landes produirait 12% de plus d'émission de CO2 que l'agrandissement de Nantes. C'est un argument que ne manqueront pas de ressortir les opposants à Notre-Dame-des-Landes, à l'heure où la lutte pour le climat est devenue la priorité du président. Sauf que le rapport dit aussi que le trafic va doubler dans les dix ans. Alors, retour à la case départ, parce qu'avec près de 10 millions de passagers annuels, Nantes explose.

Pour Emmanuel Macron, Notre-Dame-des-Landes est le pire des dossiers. Il doit tous les matins maudire ses prédécesseurs qui n'ont jamais eu le courage de régler ce dossier. Il va pourtant falloir trancher et quelque soit la décision, assumer les dégâts collatéraux. Parce qu'il va y en avoir.

Sur le terrain politique, ce dossier est une véritable bombe à éclats multiples Lors de la campagne présidentielle, le candidat Macron a assuré que « les décisions de justice seront appliquées, que les experts qui ont tous conclu au bien fondé du projet seront écoutés et que l'avis des populations locales qui ont voté à plus de 55% pour le projet seront entendus » et d'ajouter, pendant cette campagne, qu'il n'était pas acceptable que la violence et le chantage de ceux qui occupent la zone de NDDL bafouent la loi, le droit et

l'autorité de l'Etat. »

Par conséquent, si Emmanuel Macron se prononce pour un transfert du projet sur Nantes, il lui sera toujours reproché de ne pas respecter sa promesse de campagne.

D'autant qu'on a demandé l'avis des habitants et que les habitants se sont prononcés pour l'aéroport contre les zadistes.

Sur le terrain juridique, le projet de Notre-Dame-des-Landes a obtenu toutes les garanties possibles et imaginables. Il serait étonnant qu'une décision de droit soit ainsi bafouée. C'est l'autorité de l'Etat de droit qui est en jeu.

Sur le terrain économique, le bilan est évidemment très négatif pour le grand ouest la Bretagne. Cette région qui est la troisième région économique de France (après l'Île de France et Rhône Alpes) a besoin d'infrastructures de communication de façon à augmenter les liaisons avec le reste du monde. Pour les passagers comme pour les marchandises, le projet de Notre-Dame-des-Landes a toujours été considéré comme un investissement structurant pour son développement à venir.

Sur le terrain de la sécurité civile, le projet apporte également une situation invraisemblable. Les terrains dédiés au projet sont maintenant occupés par des habitants qui ont pris possession de la zone, qui ont construit des locaux et qui se sont organisés en camp retranché, prêts à prendre les armes pour défendre cet espace.

Si le projet de Notre-Dame-des-Landes est effectivement abandonné, le signal envoyé sera déplorable. Les zadistes vont triompher en démontrant qu'il est désormais possible de résister aux partisans de la modernité et du développement économique.

Après l'abandon de Notre-Dame-des-Landes, il sera très difficile en France d'imaginer un projet d'équipement structurant, parce qu'il y aura toujours un groupe d'écolos radicaux, d'idéologues de la non-croissance pour s'y opposer. Et aucun projet ne peut être épargné par ce type de manifestations : une route, une voie de chemin de fer, un grand hôtel, un club des vacances pourra être barré par des zadistes.

Puisqu'ils auront gagné en Bretagne, ils pourront gagner ailleurs.